

CONFLICTUALITÉS MODERNES ET POSTURES DE DÉFENSE

Sous la direction de **VINCENT SATGÉ**
et du général **JEAN-MARC LAURENT**

CONFLICTUALITÉS MODERNES ET POSTURES DE DÉFENSE

Ouvrage collectif
sous la direction de Vincent Satgé
et du général Jean-Marc Laurent

La **documentation** Française

« Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, micro-filmage, scannérisation, numérisation...), sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. » Il est rappelé également que l'usage abusif et collectif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre.

© Direction de l'information légale et administrative, Paris, 2018.
ISBN : 978-2-11-145806-2

Sommaire

PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE.....	5
LES AUTEUR(E)S DE L'OUVRAGE	7
INTRODUCTION	9
<i>Général Jean-Marc Laurent, Vincent Satgé</i>	
 PARTIE 1	
UN MONDE EN INSTABILITÉ STRATÉGIQUE.....	15
<i>Chapitre 1</i>	
Le regain de conflictualités entre polarités historiques	17
Russie : renaissance d'une puissance par la politique de défense	17
Chine et États-Unis : vers un passage de relais?	22
L'océan Indien, l'arrière-cour stratégique de l'Inde.....	29
Japon et Allemagne : le retour des vaincus?.....	34
<i>Chapitre 2</i>	
L'émergence d'ambitions géopolitiques	43
Corée du Nord : puissance croissante ou déclin annoncé?	43
Iran : puissance hégémonique à venir au Moyen-Orient?	50
Brésil, l'ambition atlantique	56
États virtuels : <i>The Dark Side of Exclusivity</i>	62
<i>Chapitre 3</i>	
De nouveaux facteurs de force	69
De la cyberconflictualité à la « cybergéopolarité »!.....	69
Programmes militaires spatiaux : une coopération internationale pour les puissances moyennes?.....	76
Les drones aériens militaires, la puissance à géométrie variable?	82
Guerre 2.0 : les systèmes d'armement autonomes, une rupture stratégique au prix d'une déshumanisation des conflits?	89
 PARTIE 2	
UNE POSTURE NATIONALE DE DÉFENSE EN MOUVEMENT	95
<i>Chapitre 1</i>	
Une stratégie globale de défense	97
La France, une puissance militaire historique	97
Déclassement des armées françaises : réalité ou argument politique?	105
Diplomatie et défense, diplomatie de défense, diplomatie armée?	114
Économie de défense ou défense à l'économie?	121

Chapitre 2	
La souveraineté par la puissance industrielle	129
L'État stratège, entrepreneur de la défense.....	129
La « Rafale Team », une équipe qui gagne	135
La France, un <i>challenger</i> majeur de l'espace militaire	141
La France, un leader mondial de l'exportation de défense.....	150
Chapitre 3	
La nouvelle révolution des affaires militaires.....	157
Quel avenir pour le nucléaire militaire ?	157
La prépondérance de la puissance aérienne dans un monde accéléré	165
La guerre en coalition : la nouvelle alliance des princes.....	172
<i>Homo sapiens militari</i> : le nouveau soldat du xxie siècle	179
PARTIE 3	
LA DÉFENSE EN EUROPE, ENTRE INTÉGRATION CONTINENTALE ET REGARD ATLANTIQUE	185
Chapitre 1	
L'Europe à la recherche de son modèle.....	187
OTAN : entre coopération vitale et dépendance industrielle	187
L'Europe orientale : le choix de l'OTAN nourri par la peur.....	195
Dépendance envers les États-Unis : situation inévitable ou héritage historique à bannir?.....	203
Vers l'Europe de la défense mais laquelle ?	212
Chapitre 2	
Souveraineté industrielle	219
Airbus : déborder du cadre européen pour affronter le rival américain	219
ArianeGroup : le moteur de la souveraineté spatiale européenne.....	227
Rapprochement Nexter – KMW : le choix de la raison ?	232
MBDA, un exemple de réussite industrielle européenne?.....	237
Chapitre 3	
Des amitiés particulières avec les États-Unis.....	243
Royaume-Uni, une autonomie stratégique de façade ?	243
BAE Systems : entreprise européenne ou tête de pont américaine en Europe?.....	248
Leonardo : un conglomérat italien sous influence américaine?.....	254
Lockheed Martin : un géant industriel sous dépendance du Pentagone ?	259
BIOGRAPHIE DES AUTEURS	265

Présentation de l'ouvrage

Cet ouvrage résulte d'une action collective exemplaire entre dix-sept jeunes étudiantes et étudiants, ou l'ayant été très récemment, issu(e)s de diverses écoles et universités de nombreuses régions de France (biographies en fin d'ouvrage). Il s'inscrit dans une démarche de réflexion stratégique et souhaite contribuer à la compréhension des tenants et aboutissants de la conflictualité.

Il témoigne d'un travail original et unique qui a non seulement pour but d'éclairer sur la situation sécuritaire du monde mais aussi de partager le regard qu'en a la jeune génération, c'est-à-dire celle qui en sera directement actrice dans les années et décennies à venir.

Le père de l'initiative est Vincent Satgé, consultant en stratégie notamment sur les secteurs aérospatiaux et défense, membre de l'ANAJ-IHEDN et cofondateur/coprésident de l'association de géopolitique Les Yeux du monde¹.

Souhaitant s'assurer de la cohérence générale de l'ouvrage et en asseoir la crédibilité stratégique, opérationnelle, et technique, il a demandé au général (r) Jean-Marc Laurent, responsable exécutif de la chaire « Défense & Aérospatial » à Sciences Po Bordeaux, de bien vouloir s'associer au projet et d'en devenir le référent scientifique.

L'ouvrage est le fruit du travail approfondi de recherche et de rédaction de dix-sept jeunes écrivains et de leur mentor ainsi que de l'accompagnement de plusieurs partenaires. Nous tenons à remercier tous ceux qui ont contribué à l'existence de ce document, quelle que soit la forme de leur apport ou de leur soutien, en particulier les auteurs, la maison d'édition La Documentation française, la Fondation Bordeaux Université² et le Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS) pour leur accompagnement et pour la promotion de l'initiative. Nos remerciements appuyés vont bien entendu aux partenaires de la chaire « Défense & Aérospatial » qui ont accepté d'apporter, depuis la genèse de l'opération, une aide

1 Les Yeux du monde est, depuis 2010, un site actualité géopolitique et géoéconomique et une association loi 1901, depuis 2011. Le site est administré par une équipe de 55 jeunes actifs/étudiants de profils très différents mais dont la somme de talents en a fait une référence. Il s'adresse à un large public à la recherche d'un regard sur les grands dossiers de l'actualité stratégique internationale ou en quête d'échanges sur les débats sécuritaires du moment ou de points de repère leur permettant de tendre vers une saisie à plein des enjeux du monde dans lequel nous évoluons. les-yeux-du-monde.fr

2 Créée à Bordeaux en 2009, la fondation Bordeaux Université est l'interface unique du mécénat entre le site universitaire bordelais et le monde socioéconomique qui l'entoure. Elle entend créer la relation entre les entreprises et ses établissements fondateurs, sur le territoire pour soutenir la recherche à Bordeaux, ainsi que l'innovation et la formation. (voir <http://www.fondation.univ-bordeaux.fr/presentation>)

-

substantielle tout en nous garantissant d'une totale liberté intellectuelle sur l'appréciation des sujets abordés.

Ensemble, nous nourrissons l'ambition que cet ouvrage puisse permettre à ses lecteurs de pouvoir s'approprier les principaux enjeux rattachés aux questions stratégiques contemporaines et leur donner l'envie d'aller plus loin en se tournant ensuite vers des lectures expertes. À cette ambition, nous leur joignons le souhait d'une agréable lecture.

Chaire Défense et Aérospatial

La chaire « Défense et Aérospatial » s'appuie, depuis 2014, sur une coopération étroite entre la Fondation Bordeaux Université, Sciences Po Bordeaux, l'université de Bordeaux et des partenaires de la communauté de défense (ArianeGroup, CEA/DAM, Dassault Aviation, Safran, Thales). Elle conduit des actions pluridisciplinaires de formation, de recherche et de diffusion des savoirs dans le domaine de la défense et de l'aérospatial. Elle s'adresse aux étudiants, chercheurs, professionnels civils et militaires mais aussi au grand public. Son responsable est le général de corps aérien (2S) Jean-Marc Laurent. <http://www.fondation.univ-bordeaux.fr/projet/chaire-defense-aerospatial>

Le Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS) est un Groupement d'intérêt public sous tutelle du Premier ministre. Il regroupe des entités publiques et privées et a pour objet le soutien, la promotion et le rayonnement de la recherche et de la formation stratégiques. Le CSFRS privilégie les projets prospectifs, innovants et pluridisciplinaires. Il œuvre dans le souci d'aider les décideurs publics et privés à appréhender les paramètres stratégiques comme de contribuer à l'échange et à la relève générationnelle. Il est implanté à l'École militaire de Paris (voir <https://www.csfrs.fr/> et <https://www.geostrategia.fr/>).

Les auteur(e)s de l'ouvrage

Camille Candau

Marianne Delarue

Fabien Herbert

Marine Jaulin

Général (r) Jean-Marc Laurent

Bastien Le Bars

Lucas Maubert

Nicolas Moulin

Sarah Pineau

Guillaume Plaisance

Martin Rougier

Rémy Sabathié

Ivan Sand

Vincent Satgé

Thomas Schumacher

Joachim Taïeb

Anaïs Voy-Gillis

Timothée Witowski

Introduction

Polemos pantôn pater esti : le conflit (ou la guerre ou le combat) est père de toute chose. La phrase originelle se poursuit en indiquant qu'il en est aussi le roi. C'est Héraclite¹, philosophe grec contemporain de la domination perse sur une grande partie du bassin méditerranéen et du Levant, qui est à l'origine de cet aphorisme. Peut-être fut-il marqué par les batailles de Marathon et Salamine où les forces grecques, malgré leur infériorité numérique, résistèrent victorieusement face à la puissance perse adverse. Quoi qu'il en soit, la citation qui lui est prêtée traduit le poids de l'action militaire sur le modelage du contexte géostratégique. Héraclite place le conflit au cœur des déséquilibres du monde mais il en fait aussi un moteur de l'Histoire.

Si la pensée philosophique du poète éphésien recouvre une dimension complexe qu'il serait dangereux de transposer telle quelle de la Grèce antique au monde moderne, il n'en reste pas moins qu'Héraclite comprend que le conflit n'est pas qu'une fin en soi, qu'il ne résulte pas nécessairement d'un échec politique mais qu'il peut aussi être un levier stratégique permettant d'initier un changement que les moyens diplomatiques ne permettent pas d'obtenir aisément ou, alors, selon un mode par trop incertain.

Pour exemple, l'Allemagne, du xix^e siècle jusqu'à la première moitié du xx^e siècle, choisit la voie délibérée du conflit pour atteindre ses objectifs de puissance politique et économique. Ainsi, après que le stratège prussien Carl von Clausewitz², marqué par les batailles contre la France napoléonienne, eut considéré que « la guerre est la simple continuation de la politique par d'autres moyens », c'est-à-dire qu'elle agit en levier politique pour dominer un rival. Otto von Bismarck déclare que « Ce n'est pas par des discours et des votes de majorité que les grandes questions de notre époque seront résolues [...] mais par le fer et par le sang. » La doctrine nazie des « guerres d'agression » en sera l'ultime mais dramatique application. Dérageant au principe du « droit d'un État à la guerre » (*ius ad bellum*), à des fins de seule défense de ses intérêts, elle impose le conflit comme un préalable à sa domination. Le résultat ne sera pas probant car l'Allemagne, tout comme le Japon, a oublié que, pour vaincre, la puissance doit être résolument dominante mais aussi déterminée. Or, comme l'aurait dit l'amiral Yamamoto après l'attaque de Pearl Harbour, « Je crains que tout ce que nous avons réussi à faire est de réveiller un géant endormi ».

1 Héraclite : philosophe grec, né à Éphèse vers 576 av. J.-C., mort vers 480 av. J.-C.

2 Carl Philip Gottlieb von Clausewitz, officier général et stratège prussien né à Burg (près de Magdebourg, dans l'Allemagne actuelle) le 1er juin 1780 et mort le 16 novembre 1831 à Breslau (aujourd'hui en Pologne).

et de le remplir d'une terrible résolution.» La stratégie allemande, comme celle du Japon, outre le fait qu'elle s'accompagnera d'une dérive idéologique qui entraînera le pays vers des abîmes sociétaux, fit l'erreur de s'appuyer sur un conflit qui ne pouvait être gagné. Le *Polemos* est roi de toute chose si son royaume est fort devant toute chose.

Il en sera de même pour la Guerre froide qui ne s'est finalement pas traduite par un engagement extrême en Europe mais qui donnera naissance à de multiples guerres « par procuration » entre les deux pactes adverses. Ces conflits, en Asie du Sud-Est ou en Afrique, n'auront d'autre objectif que d'imposer un modèle politique, faisant fi des populations et de leur velléité ou non à combattre. La guerre sera privilégiée pour que l'objectif politique s'impose, avec quelques gagnants et beaucoup de perdants. Si la paix, fragile, demeurera sur le Vieux Continent, ce n'est pas par quelque entente cordiale mais du fait d'une course à la puissance des adversaires et par la dissuasion générée par l'arme nucléaire. Pour finir, c'est la supériorité américaine qui décidera du sort du monde, c'est-à-dire, selon la doctrine états-unienne, quand « la force opposée est incapable d'interférer efficacement ». Supériorité technologique assurément mais aussi disponibilité politique et économique à s'engager militairement, ce que Hubert Védrine³ traduira par l'hyperpuissance américaine⁴, c'est-à-dire une superpuissance ayant perdu son rival.

Le conflit apparaît donc comme le moteur de l'Histoire, un des facteurs déterminants du renouvellement de la hiérarchie des puissances mondiales. Et la fin d'un conflit n'est pas « la fin de l'Histoire », comme le philosophe américain Francis Fukuyama⁵ a voulu le prétendre après la fin de la tentation communiste et l'adoption, par tous, d'un modèle étatique s'inspirant des démocraties occidentales. D'abord, un conflit entraîne toujours une frustration, celle du perdant, et l'Histoire a montré que la paix retrouvée cachait presque toujours les germes d'une revanche ou d'un espoir de restauration quand elle ne réveille pas l'utopie d'un passé sacrifié mais « meilleur ». La paix n'est que le début d'une nouvelle ère conflictuelle dont le sort dépendra, non pas de la volonté des parties à s'entendre, mais de la capacité de domination de l'une par l'autre. La paix ne serait donc qu'une période intermédiaire dans une histoire de l'humanité dont l'évolution ne repose que sur le rapport de forces entre les hommes. Dès lors, les conflits ne sauraient être considérés comme de seuls accidents de

3 Hubert Védrine : homme politique français né le 31 juillet 1947 à Saint-Silvain-Bellegarde (Creuse). Il fut ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002.

4 Expression d'Hubert Védrine, *Face à l'hyperpuissance*, Fayard, 2003.

5 Francis Fukuyama : philosophe, économiste et chercheur en sciences politiques américain, né le 27 octobre 1952 à Chicago.

l'Histoire et la longue période pacifique que nous vivons, en Europe principalement, ne doit pas nous laisser croire que la probabilité d'un conflit mondial majeur est exclue. De fait, chaque jour qui passe nous en rapproche. Les travaux de réflexion stratégique les plus récents indiquent même que l'occurrence d'un tel drame se compte désormais en années et qu'elle pourrait s'accélérer au gré de la remise en cause d'un modèle démocratique « universel » qui l'est de moins en moins et de proliférations technologiques qui sont autant de menaces potentielles.

Sans tomber dans le catastrophisme et la fatalité, il est néanmoins temps de considérer le danger et de comprendre quels sont les mécanismes qui se mettent en place et pourraient dégénérer en un tel drame. L'objectif est de l'anticiper, de s'y préparer et d'en repousser les effets les plus critiques par une meilleure compréhension de son développement. Si le conflit est inévitable, sa capacité destructrice peut être jugulée : la Guerre froide en est un exemple.

Notre ouvrage se veut contribuer, modestement mais résolument, à la compréhension du *Polemos* sous ses formes essentielles : géopolitique (jeu des puissances actuelles ou émergentes), stratégique (confrontation de logiques militaires, intérêts et risques des partenariats de sécurité, etc.), technologique (facteurs scientifique et technique de force et de fragilité), économique (puissance et faiblesses industrielles). Pour cela, nous sommes partis du principe que, si la notion de conflit est proche de celle de conflictualité, elle ne s'y réduit pourtant pas. La conflictualité désigne le « caractère conflictuel d'une situation » mais plus largement « l'ensemble des conflits⁶ » d'un champ, d'une discipline, d'un espace. En ce sens, nous avons eu à cœur de broser, dans cet ouvrage, un tableau contemporain de la géostratégie mondiale. Qu'il s'agisse de conflits étatiques revenus en Europe à travers l'Ukraine et la Russie, de conflits par procuration entre les mondes chiite et sunnite en Irak, en Syrie et au Yémen, nous avons souhaité traiter des conflits « chauds ». Cependant, nous nous sommes aussi intéressés aux conflits latents et aux rivalités grandissantes qui agitent la planète. En effet, comme le rappelle Thomas Hobbes, un des fondateurs de l'école réaliste des relations internationales, la guerre « ne consiste pas dans un combat effectif, mais dans une disposition avérée, allant dans ce sens, aussi longtemps qu'il n'y a pas d'assurance du contraire. Tout autre temps se nomme paix⁷ ». De fait, les tensions internationales semblent plus fortes que jamais, entre la Russie et les États-Unis, la

⁶ Définitions du dictionnaire Larousse, site en ligne, consulté en 2017.

⁷ *Léviathan. Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile* [1651], Paris, Sirey, 1971, p. 126.

Chine et ses voisins à propos d'enjeux territoriaux, l'Arabie saoudite et le Qatar, l'Europe de l'Ouest et l'Amérique de Donald Trump.

Au-delà de ce tour d'horizon stratégique, nous nous sommes attachés à analyser non pas les seules données du conflit mais les comportements adoptés par ses principaux protagonistes. Le terme de « posture de défense » nous a semblé synthétiser cette approche. Lorsqu'il est question de la « stratégie du bord de l'abîme⁸ » entre Nikita Khrouchtchev et John Fitzgerald Kennedy, la posture de défense est centrale. Lorsque Richard Nixon reconnaît Pékin comme représentant de la Chine, il s'agit clairement d'une rupture de posture de défense. Lorsque Barack Obama pratique la « politique de la main tendue » envers l'Iran et du « reset » envers la Russie, il ne s'agit pas de nier la conflictualité qui les oppose respectivement mais bien de changer de posture pour l'aborder. La posture de défense, comme illustrée par l'*hegemon* américain depuis la seconde moitié du xx^e siècle, reste indispensable dans l'appréhension des événements et tendances stratégiques.

Comment analyser ces postures de défense ? Les stratégies fondées sur le seul contexte géopolitique ne sauraient suffire et c'est la raison pour laquelle nous avons exploré la dimension économique de la défense. L'économie de défense est en effet un miroir des velléités de puissance (et donc des conflictualités) et la base industrielle de défense est un marqueur essentiel de la souveraineté d'une nation et de sa capacité à s'engager dans un conflit. Ainsi, l'industrie de défense américaine, à travers son chasseur F-35, démontre la puissance militaro-industrielle des États-Unis sur leurs partenaires européens mais elle traduit aussi sa capacité d'entraînement potentiel en cas de conflit majeur futur. La naissance d'ArianeGroup implique à l'inverse la volonté européenne de réagir à la poussée importante des concurrents américains pour sauvegarder une souveraineté stratégique⁹. De son côté, British Aerospace, à travers son implantation des deux rives de l'Atlantique, illustre l'ambiguïté britannique, feignant d'hésiter entre « l'Europe et le grand large¹⁰ ».

L'ouvrage s'organise autour de trois axes. Situé à une échelle internationale, le premier analyse les lignes de fracture entre polarités historiques, émergence d'ambitions géopolitiques et nouveaux facteurs de force. Le second, recentré au niveau national, prend comme perspective la stratégie globale de défense française, en la déclinant ensuite sur le plan industriel puis militaire. Dans un dernier mouvement, nous

⁸ *Brinkmanship* dans sa formulation originale.

⁹ Notamment des missiles balistiques nucléaires français.

¹⁰ Selon l'expression consacrée de Winston Churchill.

prenons le parti de disséquer la défense de l'Europe, entre volonté de souveraineté de ses membres et tropisme américain.

Naturellement, cet ouvrage a fait l'objet d'un choix arbitraire des thématiques mais elles doivent être comprises comme des illustrations d'une réflexion d'ensemble, même si certaines d'entre elles sont fondamentales. Par ailleurs, les questions écartées ne l'ont pas été par suite d'une hiérarchisation de valeur qui leur aurait été défavorable. Ainsi, si la question environnementale n'a pas fait l'objet d'une réflexion dédiée, ce n'est pas un rejet de l'enjeu sécuritaire du réchauffement climatique. D'ailleurs, elle est évoquée directement ou indirectement dans plusieurs chapitres sans en être l'axe central. En outre, le champ de vision que les auteurs se sont accordés ne dépasse pas le milieu du siècle et plutôt les vingt prochaines années. Les auteurs en acceptent la critique de subjectivité.

Général Jean-Marc Laurent
Vincent Satgé

Avertissement

Ce manuscrit est le fruit d'un travail collectif. Néanmoins, il a laissé à ses auteur(e)s une grande liberté intellectuelle et rédactionnelle. Chacun des chapitres relève donc d'une responsabilité qui se limite à son rédacteur et ne saurait engager l'ensemble du groupe.

Dans le même esprit, le soutien apporté par les partenaires du projet ne doit pas être compris comme un endossement de leur part des thèses présentées et le collectif d'auteur(e)s les dégage de toute responsabilité sur les propos tenus dans l'ouvrage.

Partie 1

UN MONDE EN INSTABILITÉ STRATÉGIQUE

Chapitre 1

Le regain de conflictualités entre polarités historiques

Véritable « disrupteur » de l'ordre international, la Russie s'efforce de retrouver le rang de premier rival des États-Unis qui lui était attribué durant la Guerre froide. La Chine, engagée elle aussi dans une course de puissance à l'échelle mondiale, vise dans l'immédiat la domination de son espace qu'elle considère comme « naturel » en jugulant les ambitions concurrentielles, en particulier indiennes. Quant au Japon et l'Allemagne, deux grandes puissances économiques en retrait militaire depuis le dernier grand conflit mondial, ils entament une normalisation de leur stratégie de défense et un réarmement progressif. Pour le premier, il s'agit de faire face aux revendications territoriales de l'empire du Milieu et, pour le second, d'affermir sa légitimité militaire dans le bloc occidental.

Russie : renaissance d'une puissance par la politique de défense

La chute de l'URSS a été un exemple marquant de rupture stratégique, aussi bien au niveau économique que géopolitique¹. Elle a non seulement bouleversé l'ordre établi et participé à la recomposition géostratégique mondiale, mais elle a aussi transformé radicalement la situation domestique du pays et la vie de millions d'habitants des ex-républiques soviétiques. Dès lors, le pouvoir central de Moscou s'est retrouvé dans une délicate entreprise de protection de la souveraineté du pays, de maîtrise des risques de faillite de ses structures institutionnelles mais aussi de préservation de sa capacité d'influence. Le rideau de fer² et le pacte de Varsovie disparaissant au début des années 1990, la nouvelle Russie a dû envisager sa politique de défense d'une autre manière : sauvegarder le territoire sans disposer d'États satellites comme « cordon sanitaire ». Durant les quinze années qui ont suivi la chute du monde soviétique, la Fédération de Russie a subi des déconvenues économiques mais aussi (géo) politiques qui, du

¹ « La plus grande catastrophe géopolitique du xx^e siècle. » selon le mot bien connu de Vladimir Poutine.
² Expression de W. Churchill, lors de son discours de Fulton le 5 mars 1946.

point de vue de Moscou, ont mis sa puissance en danger. L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, en 1999, va modifier la donne avec une stratégie pouvant être résumée ainsi : afin de sauvegarder ses intérêts vitaux, la Russie doit retrouver son statut de superpuissance.

Les origines de la crise de puissance de la Russie sont économiques mais aussi politiques

La « thérapie de choc » que connaît la Russie dès 1991 et tout au long de la décennie 1990 laisse une trace profonde dans le paysage politique du pays. Une situation qui va permettre l'avènement au sommet de l'État de Vladimir Poutine. Alors directeur du FSB³, il va conquérir le pouvoir en devenant chef du gouvernement puis finalement Président par intérim de la Fédération. Si certains oligarques et une minorité de personnes se sont enrichis durant cette décennie, le Russe moyen s'est, quant à lui, considérablement appauvri avec un niveau de vie divisé par deux en 1992, si l'on en croit l'étude de l'INSEE de 2005⁴. Du fait d'une inflation particulièrement forte dans la décennie 1991-2001, le salaire moyen réel en 2004 ne représente pas la moitié de celui de 1991, provoquant une chute de la consommation qui se concentre sur les dépenses essentielles voire vitales. Ainsi, au milieu des années 2000, la moitié du budget des ménages est mobilisée par l'alimentation⁵. Outre la richesse nationale, la concorde civile et aussi menacée⁶. En témoignent les deux guerres de Tchétchénie (1994-1996 et 1999-2009) dont la violence marque le jusqu'au-boutisme ambiant. Enfin, les révolutions de couleurs, dans la première moitié des années 2000, éloignent certains pays voisins de l'orbite russe comme c'est le cas de la Géorgie (révolution des roses en 2003) et de l'Ukraine (révolution orange de 2004). Des soulèvements motivés par les enjeux démocratiques locaux, mais aussi par des questions d'alliances géopolitiques. Un éloignement que Moscou ne digérera pas.

Dans ce contexte, on peut considérer que les années 2007 et 2008 marquent le début « formel » de la résurgence russe. De fait, le nouveau Président russe, en 2008, Dmitri Medvedev⁷, largement « conseillé » par Vladimir Poutine, officialise la notion « d'étranger proche ». Ce terme, qui s'était développée dès la fin de l'URSS, s'adresse aux quatorze ex-États soviétiques autres que la Russie. Toujours considérés

3 FSB : *Federalnaïa Sloujba Bezopasnosti* (Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie).

4 *Conditions de vie et pauvreté en Russie*, Irina Kortchagina, INSEE, 2005.

5 *Idem*.

6 Le nationalisme russe orthodoxe a été exacerbé en même temps que la division avec le monde musulman russe a été mise au grand jour.

7 Élu avec le soutien de Vladimir Poutine, ce dernier ne pouvant cumuler trois mandats présidentiels successifs, Constitution oblige.

comme d'intérêt stratégique par Moscou, ils comptent des habitants russophones et détenteurs d'un passeport valide en Russie qui n'ont pas coupé le lien avec la mère patrie. Hormis les pays baltes, ces États s'étaient rassemblés dans la Communauté des États indépendants (CEI) en 1991. Par la suite, le Turkménistan et l'Ukraine ont pris du recul ou l'ont quitté.

Mais c'est bien dans cette idée d'une proximité de destin que Medvedev a décidé l'envoi de troupes russes en Ossétie du Sud⁸ et en Abkhazie⁹ pour repousser des troupes géorgiennes qui tentaient de faire plier les deux provinces séparatistes pro-russes du nord du pays. Le scénario géorgien de 2014 reprend cette logique avec l'intervention officielle (rendue ensuite officielle par le Président Vladimir Poutine) des forces russes en Crimée, puis dans l'est de l'Ukraine, à la suite de la révolution de Maïdan. Celle-ci avait chassé du pouvoir le pro-russe Ianoukovitch au profit du pro-européen Porochenko, ce qui risquait de détacher définitivement une région anciennement russe¹⁰ et la voir devenir un espace de l'UE et de l'OTAN. Hypothèse inacceptable pour Moscou pour qui la Crimée est militairement stratégique. Ces opérations dans le Caucase et en Ukraine, qui s'appuieront sur des modes d'action militaires traditionnels mais aussi sur des cyberattaques et des actions d'influence particulièrement agressives, s'inscriront dans ce qu'il est convenu d'appeler les conflits hybrides. Elles compteront aussi de nombreuses autres formes d'intervention de type cyber, en particulier dans les pays baltes. C'est le cas, par exemple, de l'Estonie qui, à la suite du démantèlement d'un mémorial soviétique d'un parc de Tallin, subira, dès 2007, des attaques informatiques massives de type « déni de service » c'est-à-dire visant à saturer ses réseaux d'information gouvernementaux, bancaires, médiatiques, etc.

Le sentiment d'encerclement va dès lors primer chez les dirigeants russes

Les révolutions de couleur et l'élargissement de l'OTAN ont entretenu un climat de méfiance chez les élites russes et vont engendrer une réponse de leur part pour recouvrer le statut de Grande Russie. Cette volonté de puissance va inquiéter Bruxelles qui avait esquissé un

⁸ L'Ossétie du Sud est un ancien oblast de l'URSS qui a fait sécession de la Géorgie en 1992 et que certaines milices souhaitaient réunir à l'Ossétie du Nord, province de la Fédération de Russie, ce que n'acceptait pas la Géorgie. Le conflit de 2008 fait suite à une tentative de récupération de la région par Tbilissi.

⁹ L'Abkhazie a fait sécession de la Géorgie en 1992. À l'origine composée de plus de Géorgiens que d'Abkhazes, elle a vu les Abkhazes devenir majoritaires à la suite de l'expulsion d'un très grand nombre de Géorgiens.

¹⁰ La Crimée est devenue ukrainienne par décret en 1954 et avait un statut de République autonome dans ce pays.

rapprochement avec certains pays de l'ex-zone d'influence soviétique et du voisinage européen, en créant le « partenariat oriental » en 2009¹¹. Elle va aussi susciter une réaction de l'OTAN qui va mettre en place des mesures opérationnelles de « réassurance »¹² de ses alliés d'Europe de l'Est.

En parallèle, le discours anti-occidental s'empare du camp russe et va structurer sa communication intérieure. Les éléments de langage répétés des autorités à la population s'appuient sur l'idée que le danger vient de l'extérieur, comprendre l'ancien bloc de l'Ouest. Ils trouvent un certain écho dans la population face aux sanctions que l'Union européenne et les États-Unis ont imposé en 2014 à la suite de la crise ukrainienne. Dès lors et dans une logique de retour à la confrontation bipolaire, la Russie va augmenter ses dépenses militaires, relancer son industrie de défense et moderniser son arsenal. Cette stratégie sera justifiée, notamment, par le discours sur la sécurité nationale du 31 décembre 2015 qui expliquera que « La conduite par la Russie d'une politique étrangère et intérieure indépendante suscite de la résistance de la part des États-Unis et de leurs alliés, qui cherchent à conserver leur domination dans les affaires internationales. [...] Ces derniers la soumettent à une politique de *containment* » fondée sur la pression politique, économique, militaire et informationnelle. »

Cette argumentation contestée et les difficultés économiques du pays illustrent le sentiment d'isolement qui prédomine en Russie et cela bien avant la crise ukrainienne et les sanctions qu'elle a générées. À cet égard, la diplomatie russe reste très marquée par l'ouvrage de Zbigniew Brzezinski, cet Américain d'origine polonaise parfois nommé le « faucon rusé » et auteur du livre *Le Grand Échiquier*, paru en 1997. Dans ce texte, l'auteur émet une série d'hypothèses et de conditions pour que les États-Unis d'Amérique conservent un pouvoir hégémonique sur le système politique planétaire. Brzezinski préconise d'enrayer la montée en puissance d'une autre nation ou association de nations, que ce soit la Russie, la Chine mais aussi l'UE. L'écrivain, qui a travaillé dans les administrations Carter, Bush et Obama, y expose encore que les États-Unis doivent s'appuyer, entre autres, sur la Pologne et l'Ukraine pour éviter un retour de la Russie comme puissance mondiale, susceptible de rivaliser avec l'Amérique. Ces propos, intégrés à la révolution orange et à la crise ukrainienne de 2014 (soutenues toutes deux par les États-Unis), permettent de mettre en perspective la posture russe en Crimée et en Ukraine. La Russie y trouve un argument à l'idée d'un grand complot à son égard et un

11 Un rapprochement prévu entre l'UE et l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine et la Biélorussie.

12 Site de l'OTAN, mesures de réassurances (*NATO Assurance measures*).

moyen de défendre sa position et ses perspectives géopolitiques, avec notamment le besoin de contrôle de la base militaire de Sébastopol qui lui assure le contrôle de la mer Noire.

Les «stratégies indirectes»¹³ de Moscou

Les principes de la guerre asymétrique, utilisés par la Russie en Crimée et dans le Donbass, furent développés et employés bien avant la crise ukrainienne de 2013. Loin de l'image d'Épinal des fameux « chars de Moscou » et du borbier afghan des années 1980, l'Union soviétique a engrangé une forte expérience de la guerre insurrectionnelle pour en avoir soutenu plusieurs, de la guerre de Corée et du Vietnam à celle d'Angola. La Russie a pris acte de ces échecs soviétiques et a su, au début des années 2000, réorienter sa défense et ses modes d'action sur le terrain. Cette adaptation lui a permis de contenir la seconde insurrection tchétchène (1999-2000), en reprenant des méthodes plus proches de la guerre totale, c'est-à-dire en visant l'anéantissement de l'adversaire quitte, malheureusement, à causer de lourdes pertes civiles¹⁴. Au niveau international, la Russie va développer son discours et le faire prospérer sur les échecs des États-Unis en Afghanistan et surtout en Irak. Ces deux « Vietnam du xxi^e siècle¹⁵ » vont permettre à la Russie de plaider pour un monde polycentrique ou multipolaire, s'opposant au monde bipolaire de la Guerre froide puis unipolaire sous la domination américaine¹⁶. Un discours qui s'intensifie depuis la crise ukrainienne de 2014 et qui trouve une résonance, aussi bien en Amérique du Sud qu'en Afrique, en Chine, en Inde et même en Europe, dans des courants politiques souverainistes, eurosceptiques, voire europhobes et anti-américains.

La défense est donc un élément essentiel dans la sauvegarde de l'État russe qui, en tant que puissance continentale historique, s'est toujours senti sous la menace d'un encerclement. Ses nombreuses frontières et son vaste territoire représentent autant une force qu'une faiblesse. Ainsi l'argument de défense nationale est-il utilisé dans ce sens aujourd'hui pour expliquer les interventions militaires russes. Dans une approche typiquement westphalienne¹⁷, c'est le message entretenu pour la Tchétchénie. Dans un discours récurrent de glacis, de zone d'influence et aujourd'hui d'« étranger proche », l'État russe

¹³ André Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Éd. Pluriel, 2012.

¹⁴ On les estime à 160 000 mais dont un quart seulement étaient des Tchétchènes d'origine.

¹⁵ Myriam Benraad, politologue et spécialiste de l'Irak.

¹⁶ Dans la droite ligne de la dénonciation de l'« hyperpuissance américaine » de l'ex-ministre des Affaires étrangères français Hubert Védrine.

¹⁷ Du traité de Westphalie de 1648 fondant la souveraineté étatique contre l'ingérence de puissances étrangères sur un territoire national défini.

se justifie ainsi de ses interventions en Géorgie, Crimée et Ukraine qui visent à « défendre » des intérêts vitaux, stratégiques ou économiques.

Avec la troïka de Vladimir Poutine à la présidence, de Sergueï Lavrov à la diplomatie et de Sergueï Choïgou à la Défense, la Russie semble en passe de restaurer en profondeur son statut de puissance mondiale. Il est toutefois indéniable que la comparaison avec les États-Unis reste encore largement à sa défaveur mais Moscou confirme le mot du chancelier Otto von Bismarck : « La Russie ne sera jamais aussi forte qu'elle voudrait l'être mais ne sera jamais aussi faible que le voudraient les autres. » Espérons que la résurgence de la puissance russe ne soit pas aussi celle d'un conflit majeur qui l'opposera de nouveau à l'Ouest.

Chine et États-Unis : vers un passage de relais ?

« *Fuguo qiangbing* » : « enrichir le pays, renforcer l'armée ». Cette maxime chinoise, tirée de l'époque des Royaumes combattants¹⁸, est la formule typiquement employée par les réformistes chinois depuis Deng Xiaoping¹⁹. Enrichir le pays, il semble que cela ait été largement entrepris. Non seulement la Chine est devenue la deuxième économie mondiale en termes de produit intérieur brut (PIB), et peut-être bientôt la première, mais elle détient assurément une influence financière non négligeable sur ses plus proches voisins, comme en témoigne l'*Asian Infrastructure Investment Bank*²⁰. Avec le retrait du *Trans-Pacific Partnership* annoncé par Donald Trump²¹, alliance économique qui en excluait la Chine quand de nombreuses autres nations du Pacifique y étaient associées, mais aussi la défense de l'ordre économique libéral international²² par le Président chinois Xi Jinping, le passage de relais stratégique dans le Sud-Est asiatique semble clairement s'opérer s'il n'a pas déjà eu lieu. Renforcer l'armée, cela semble bien engagé également. Déjà le fondateur de la Chine communiste, Mao Zedong, ne minimisait-il pas l'aspect économique en affirmant que « le pouvoir politique sort de la bouche du canon²³ » ? Ses successeurs ont toujours favorisé l'acquisition de puissance et Xi Jinping, constatant le niveau atteint par son pays en la matière,

18 Menant à l'unification de la Chine sous la dynastie Qin en 221 avant J.-C.

19 Emmanuel Puig, « Rattraper à quel prix ? Retour sur les récentes évolutions technologiques de la défense chinoise », *Monde chinois* 2012/4 (n° 32), p. 81-91.

20 Claire Guélaud, « Les Chinois rallient les Européens à leur banque », *LeMonde.fr*, 18 mars 2015.

21 « Libre-échange : Trump signe l'acte de retrait des États-Unis du Partenariat transpacifique », *LeMonde.fr*, 23 janvier 2017.

22 Xi Jinping défend la mondialisation à Davos, *Courrier international*, 17 janvier 2017.

23 Emmanuel Puig, « L'arme du pouvoir et le pouvoir des armes : analyse des évolutions contemporaines de l'armée populaire de libération », *Revue française d'administration publique* 2014/2 (n° 150), p. 495-510.

propose désormais aux États-Unis un « nouveau type de relations entre grandes puissances²⁴ », notamment dans la zone Pacifique. Cette nouvelle approche, qui se veut principalement diplomatique, comporte néanmoins d'importants volets militaires : réponse à la question nord-coréenne, traitement du dossier Taïwan, disputes de souveraineté dans la mer de Chine.

Face à la première puissance mondiale et à l'ensemble de ses voisins, la Chine est-elle en mesure de concurrencer la puissance stratégique des États-Unis après les avoir rattrapés sur celui de l'économique ? Mais, si elle a fait des progrès considérables dans la modernisation de ses capacités militaires, Pékin reste encore hors d'atteinte de celles de Washington, à l'échelle régionale et *a fortiori* mondiale. Néanmoins, l'empire du Milieu pourrait bien avoir posé les bases d'une maîtrise à moyen-long terme d'une zone Pacifique-Est, qu'il considère comme son aire naturelle d'influence.

La puissance militaire chinoise a indéniablement fait des progrès considérables

Bien que longtemps reconnue comme l'armée la plus grande du monde, forte de ses 2,2 millions de soldats et de ses cohortes de blindés (9 000 unités), l'Armée populaire de libération (APL) a souffert d'une image d'armée de paysans-soldats dont la valeur opérationnelle restait très incertaine, du moins pour beaucoup d'entre eux. Souhaitée par les cadres du Parti communiste après la guerre sino-vietnamienne de 1979 qui s'est soldée par une défaite chinoise, une réforme militaire a été entreprise sous la houlette du secrétaire général du parti, Deng Xiaoping. Au cours de la décennie 1990, cette transformation a aussi cherché à répondre à un contexte sécuritaire qui a fortement marqué les autorités chinoises : la guerre du Golfe de 1991 qui a montré le caractère décisif des technologies de l'information et de la communication encore peu développées en Chine ; la crise des missiles de Taïwan en 1995-1996 où la puissance navale chinoise a montré son net déclin devant celle des États-Unis ; et le bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade pendant la guerre du Kosovo de 1999, orchestré par la CIA selon Pékin. Les résultats de cette mutation, qui est toujours en cours, ont été pour le moins spectaculaires, notamment au tournant du *xxi*^e siècle. Ainsi, l'augmentation annuelle du budget de défense chinois a été portée à deux chiffres depuis la fin de la décennie 1990. Les seules années

²⁴ Mathieu Duchâtel, « La politique étrangère de la Chine sous Xi Jinping », *Hérodote* 2013/3 (n° 150), p. 172-190.

2013 (+ 10,7 %), 2014 (+ 12,2 %) et 2015 (+ 10,1 %)²⁵ montrent la tendance fortement haussière des dépenses chinoises. Au total, 145 milliards de dollars ont été investis par le gouvernement chinois dans sa défense en 2015²⁶. C'est l'équivalent, selon le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), de plus de quatre fois les dépenses des pays de l'*Association of South East Asian Nations* (ASEAN) ou plus que les dépenses de défense combinées du Japon, de la Corée du Sud et de l'Inde.

En outre, des réformes ont été entreprises pour transformer la gouvernance de l'armée²⁷ et la rendre digne d'une armée moderne. Ainsi, sous la houlette du secrétaire général Xi Jinping, la Commission militaire centrale a pris le contrôle direct de l'armée de terre et a refondu les régions militaires pour les faire passer de sept à cinq, permettant une centralisation du commandement militaire de nature à le rendre plus efficace en cas de conflit. La Chine s'est parallèlement construite une solide base industrielle et technologique de défense. Entre 1998 et 1999 et sous l'impulsion du secrétaire général Jiang Zemin, le projet « 998 »²⁸, visant à développer la nouvelle génération d'armement chinois, a dessiné une feuille de route ambitieuse de modernisation de l'outil opérationnel et industriel de défense. Les résultats sont éloquentes : ainsi, en 2015, selon le SIPRI, neuf conglomerats de défense chinois figurent dans les 100 premières entreprises de défense, dont deux dans les dix premières (AVIC²⁹ pour l'aéronautique et NORINCO³⁰ pour les systèmes d'armement terrestre).

Les résultats technico-opérationnels de cette montée en puissance sont marquants. C'est tout d'abord la création d'un groupe aéronaval structuré autour du porte-avions *Liaoning* (racheté à la Russie et modernisé par la Chine) qui est déclaré prêt au combat en novembre 2016, tandis que deux autres sont en cours de construction indigène. Il sera accompagné de missiles de croisières air-mer, terre-mer, mer-mer chinois tels que le Ying-Ji 12, ou encore des chasseurs-bombardiers aéronavals Shenyang J-15. C'est ensuite le développement de technologies aériennes de dernière génération, avec les programmes Chengdu J-20, avion de chasse furtif prévu pour une *Initial Operational Capability* en 2018, ou Shenyang FC-31, avion de chasse de cinquième

25 Sophie Boisseau du Rocher et Bruno Hellendorf, « La Chine et ses voisins : course aux armements et montée de la méfiance », *Questions internationales*, n° 73-74, mai-août, La Documentation française, 2015.

26 Chiffre officiel, qui pourrait bien s'élever au final à 150 milliards de dollars.

27 Harold Thibault, « En Chine, Xi Jinping remodèle l'armée et s'offre un nouveau porte-avions », *LeMonde.fr*, 1^{er} janvier 2016..

28 Emmanuel Puig, « Rattraper à quel prix ? Retour sur les récentes évolutions technologiques de la défense chinoise », *Monde chinois* 2012/4 (n° 32), p. 81-91.

29 AVIC : Aviation Industry Corporation of China.

30 NORINCO : China North Industries Corporation.

génération. À ce stade, la capacité opérationnelle comme l'avenir de ces programmes restent toutefois entourés d'un certain secret : le J20 ne sera-t-il qu'un démonstrateur technologique ? Quelles sont ses réelles aptitudes ? Le FC-31 n'est-il voué qu'à l'exportation ? Toujours est-il que ces programmes démontrent que le savoir-faire chinois a su se hisser au premier rang mondial. Enfin, la Chine, comprenant la nécessité d'accentuer sa puissance stratégique sous-marine, a mis au point un SNLE de troisième génération prévu pour 2020-2025 (sous-marin nucléaire lanceur d'engins type-095). Pour couronner l'ensemble, Pékin a fortement développé ses capacités cyber et spatiale, lui permettant d'envisager des engagements dans tous les champs d'affrontements futurs. En particulier, il est aujourd'hui acquis que la Chine dispose, d'une part, de moyens cyber-offensifs et, d'autre part, de systèmes de destruction de satellites par des armes à énergie dirigée ou de missiles tirés depuis le sol.

Pour autant, les États-Unis restent incontestablement l'hégémon mondial et régional

Le budget de défense américain est 3,5 fois plus important que celui de la Chine. En 2016, il s'élève à 611 milliards de dollars soit 36 % des dépenses militaires mondiales. En 2017, il atteindra 620 milliards de dollars et le Congrès a voté, fin 2017, un budget 2018 approchant les 700 milliards de dollars c'est-à-dire bien au-delà des demandes du Président Trump. Pendant ce temps, les dépenses chinoises avoisinent les 215 milliards de dollars en 2016, soit environ un tiers de celles des États-Unis mais toutefois quatre fois plus que celles de pays comme la France ou le Royaume-Uni. Si l'on s'intéresse aux équipements non conventionnels, les deux puissances nucléaires sont grandement inégales. Les États-Unis comptent ainsi 4 670 ogives contre un stock de 260 à 300 pour la Chine. Cette capacité permet notamment aux États-Unis de disposer de la « frappe nucléaire préemptive désarmante » qui leur permettrait, le cas échéant, de surclasser les Chinois. Sur le plan conventionnel, ne serait-ce que quantitativement, la différence est flagrante : « Remarquons que la flotte américaine (26 millions de tonnes) représente la somme des 17 marines qui suivent, dont 14 sont alliées. En matière de force aérienne (avions de combats et de transports, hélicoptères de combat), les États-Unis représentent 25 % du total mondial avec environ 10 000 appareils, les quatre États suivants (Russie, Chine, Japon, Inde) ne totalisant à eux tous que les trois quarts de la flotte [américaine]³¹. » Si la Chine dispose d'ores et

31 Christian Malis, *Guerre et stratégie au XXI^e siècle*, Fayard, 2014.